

Motion votée en assemblée générale le 10 avril 2024, université de Poitiers

Réunis en Assemblée Générale mercredi 10 avril 2024, personnels et étudiant-es de l'INSPE de Poitiers et de composantes de l'Université de Poitiers ont exprimé leur inquiétude sur le projet de réforme de la formation des enseignant-es et CPE (FDE). A six mois de la rentrée, les arbitrages n'ont pas été rendus, les contenus des nouveaux concours n'ont pas été diffusés et aucune concertation n'a eu lieu. Dans ces conditions, la préparation de la rentrée 2024 met toutes les équipes en difficulté. La situation témoigne d'un profond mépris du gouvernement envers les étudiant-es et les agents (actuels et futurs) des services publics de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'AG, avec le soutien des organisations syndicales présentes (FSU, CGT, Sud éducation et recherche, UNEF, Solidaires étudiant-es) demande un autre projet pour la FDE et l'ouverture, au plan national et local, de réelles concertations avec l'ensemble des acteurs, actrices et usagers de la formation des enseignants et des personnels éducatifs.

L'AG demande également qu'une délégation soit reçue par la présidence de l'université pour exposer ses préoccupations et démarrer une réflexion commune sur les modalités de mise en place, en 2025 et 2026, d'une formation des enseignants qui dispose de moyens suffisants, garantisse un ancrage universitaire effectif. Il faut lever les incertitudes profondes qui pèsent sur le devenir des personnels actuellement engagés dans cette formation et sur les étudiant-es qui souhaiteraient s'engager dans ces parcours.